

PRÉFET DE LA LOIRE

CABINET

Direction des sécurités  
Bureau des politiques de sécurité intérieure  
Pôle prévention et partenariats  
Courriel : [pref-prevention-delinquance@loire.gouv.fr](mailto:pref-prevention-delinquance@loire.gouv.fr)

**ARRÊTÉ N° 2019-848**

**AUTORISANT L'ENREGISTREMENT AUDIOVISUEL  
DES INTERVENTIONS DES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE  
DE LA COMMUNE DE SAINT-JUST SAINT-RAMBERT**

**Le préfet de la Loire**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 241-2 et R. 241-8 à R. 241-15 ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, préfet de la Loire ;

VU le décret du 18 octobre 2019 nommant Madame Céline PLATEL, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Loire ;

VU l'arrêté n° 19-73 du 25 octobre 2019 portant délégation de signature à Madame Céline PLATEL, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Loire ;

VU la demande adressée par Monsieur Olivier JOLY, maire de la commune de Saint-Just Saint-Rambert, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de sa commune ;

VU la convention de coordination des interventions de la police municipale de Saint-Just Saint-Rambert et des forces de sécurité de l'Etat du 24 mai 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande transmise par Monsieur Olivier JOLY, maire de la commune de Saint-Just Saint-Rambert, est complète et conforme aux exigences des articles R. 241-8 à R. 241-15 du code de la sécurité intérieure ;

**SUR PROPOSITION** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Loire ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Saint-Just Saint-Rambert est autorisé au moyen de quatre caméras individuelles jusqu'au 24 mai 2022.

Le support informatique sécurisé sur lequel sont transférées les données enregistrées par les caméras individuelles est installé dans la commune de Saint-Just Saint-Rambert.

**ARTICLE 2 :** Le public est informé de l'équipement des agents de police municipale de la commune de Saint-Just Saint-Rambert, au moyen de quatre caméras individuelles, et des modalités d'accès aux images.

**ARTICLE 3** : Les enregistrements sont conservés pendant une durée de 6 mois. À l'issue de ce délai, ils sont détruits.

**ARTICLE 4** : Dès notification du présent arrêté, si cela n'a pas déjà été fait, le maire de la commune de Saint-Just Saint-Rambert adresse à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) un engagement de conformité aux dispositions des articles R. 241-8 à R. 241-15 du code de la sécurité intérieure et, le cas échéant, les éléments nécessités par les circonstances locales de mise en œuvre du traitement, complémentaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel adressée à la CNIL par le ministère de l'intérieur.

L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté ne peut être mis en œuvre qu'après réception du récépissé délivré par la CNIL et, le cas échéant, avis de cette dernière sur l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel.

**ARTICLE 5** : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**ARTICLE 6** : Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles et sur la commune d'installation du support informatique sécurisé doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation auprès des services préfectoraux.

**ARTICLE 7** : La directrice de cabinet du préfet de la Loire et le maire de la commune de Saint-Just Saint-Rambert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Etienne, le **- 7 NOV. 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet



Céline PLATEL

*Si vous entendez contester le présent arrêté, vous pouvez utiliser les voies de recours suivantes :*

*- un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision ;*

*- un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M. le ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, sous-direction des libertés publiques et de la police administrative, 11 rue de Saussaies - 75800 Paris cedex, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté ;*

*- un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé, en papier ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr); au plus tard avant l'expiration d'une durée de deux mois suivant la date de notification de la décision contestée ou la date de rejet de votre recours gracieux hiérarchique.*